

Subsides

l'utilisation d'appareils de micro-électronique a permis à la société Mitel de construire une importante usine à Bromont, dans les Cantons de l'Est, et de créer ainsi 640 emplois permanents encore dans des domaines de technologie de pointe.

Une voix: Au Québec, cela!

Une voix: Bravo!

M. Bussières: J'aimerais également souligner que dans d'autres secteurs industriels le gouvernement canadien prend aussi des mesures importantes. Je pense par exemple à la Société Pratt et Whitney sur la Rive Sud où un montant de 50 millions de dollars du gouvernement canadien permettra la mise au point d'un nouveau moteur pour doter l'avion DASH-8 de ce nouvel équipement. Monsieur le président, je pourrais continuer encore pendant plusieurs minutes à démontrer comment les investissements et la stratégie de développement économique industriel de ce gouvernement qui a été élaborée dans le budget permettent à la société québécoise, à l'économie québécoise et canadienne de profiter de cette stratégie de développement de voir ainsi de nombreux emplois permanents créés. Il faut éviter de se laisser prendre au piège de l'improvisation et continuer à élaborer des politiques qui permettront à l'économie de continuer à devenir de plus en plus productive et de réduire les taux d'intérêt et de chômage.

[Traduction]

Mlle Pat Carney (Vancouver-Centre): Monsieur l'Orateur, si je me réjouis de pouvoir intervenir dans le débat de cette motion qui invite le gouvernement à retirer son budget, c'est que j'entends présenter à la Chambre le point de vue de bien des Canadiens ordinaires touchés par le budget. Ce point de vue, c'est celui qu'ont exprimé les 168 particuliers et représentants de groupes qui ont comparu devant le comité que le parti conservateur a constitué pour examiner le budget et la situation économique, et qui s'est rendu dans 16 villes de notre pays. En ma qualité de coprésidente de ce comité, et si je réfléchis à cette expérience, je puis dire que nos audiences ont eu un double avantage. Cela a permis aux députés de notre parti qui ont participé à ces audiences de connaître les répercussions du budget sur les Canadiens et sur les divers secteurs de notre société. Les Canadiens, quant à eux, ont trouvé à l'occasion d'exprimer leur colère et les vives préoccupations que leur inspira ce document qui bouleverse la vie de nombre d'entre eux. Je vais vous dire ce qu'ils nous ont dit. Je vais citer leurs témoignages.

● (1750)

L'Association des consommateurs canadiens a qualifié le budget de «scandaleusement injuste» pour les personnes âgées. Un homme d'affaires d'Ottawa a dit qu'il constituait «un amalgame de stupidité et de tromperie». La Fédération des travailleurs du Québec l'a qualifié de «dévastateur», et la Fédération des travailleurs de Colombie-Britannique, de «révoltant». L'Association des comptables agréés d'Alberta a déclaré: «Il a suscité des sentiments de colère, de frustration et d'hostilité parmi nos membres». Un producteur laitier de l'Ontario en a dit: «Il est infect».

C'est probablement l'entrepreneur Herb Capozzi, de la Colombie-Britannique, qui a le mieux résumé les réactions au budget avec la formule suivante: «Ce budget constitue un remède pour lequel il n'existe aucune maladie connue».

Il s'agit en fait d'une maladie pour laquelle il existe un remède: il suffit de retirer tout ce document dévastateur, de retirer tout le budget, et de proposer un nouveau programme économique qui tienne compte des réalités que sont les taux d'intérêt écrasants, le chômage massif, l'érosion de la confiance des consommateurs, et les ravages des saisies et des faillites qui désolent notre économie.

L'hostilité générale qui se manifeste envers ce budget traduit les deux principales réactions qu'il a suscitées chez les Canadiens, la peur et la colère. A cause de la mauvaise gestion économique des libéraux, les Canadiens craignent chaque jour davantage pour leur emploi, leur maison et ils redoutent l'avenir—le leur comme celui de leurs enfants.

Ils sont confrontés à des réalités telles que le chômage qui frappe plus d'un million de Canadiens, des taux d'intérêt sans précédent, des entreprises qui ferment leurs portes et des exploitations agricoles qui font faillite, et ils s'inquiètent de savoir s'ils auront encore un emploi la semaine ou le mois prochains ou s'ils arriveront à rembourser leur hypothèque.

Un citoyen d'Ottawa qui assistait à une assemblée du conseil municipal a résumé la crainte générale lorsqu'il nous a dit: «Pour être honnête, je dois dire que je suis effrayé. Je suis effrayé parce que je ne sais pas si j'arriverai à garder un toit au-dessus de ma tête. Je suis effrayé parce que je ne suis qu'un Canadien ordinaire et que ce budget semble laisser entendre que je suis riche».

Mais ce sentiment insidieux de peur était accompagné d'une explosion de fureur et de colère devant le toupet d'un gouvernement qui présente délibérément un budget aussi destructif.

Il y a des gens qui ont effectivement perdu leur emploi à cause du budget. Un homme, un agent d'assurance-vie depuis 28 ans, nous a dit: «J'ai y mis le prix et j'ai bûché dur et aujourd'hui, tout à coup, tout s'effondre».

La colère découle aussi du fait que le gouvernement libéral ait pu présenter un budget clairement conçu, comme nous le disait un Canadien, «pour briser la fierté et la volonté des Canadiens». Cet homme, un marchand d'automobiles dont l'entreprise vient de faire faillite, nous a dit à une assemblée du conseil municipal: «Je ne me sens pas bien. Je n'ai plus le goût de me lever le matin pour aller travailler. Mais je demeure fier de vivre dans un pays qui a tant à offrir».

Au sujet de cette tentative du ministre des Finances (M. MacEachen) et de ses collaborateurs visant à détruire la fierté que les gens ont pour leur travail, leur entreprise, leur pays, un autre Canadien nous a dit: «Quelle insulte pour un peuple et un pays merveilleux! Quelle insulte pour nous que ce budget!»

Puis il y a eu cette femme de l'Alberta qui a été furieuse en apprenant que le gouvernement allait imposer son assurance-vie avant même qu'elle reçoive l'argent. Elle nous a alors posé la question suivante: «Comment peut-on taxer quelqu'un pour de l'argent qu'il n'a même pas reçu? Comment cela se peut-il?» Eh bien, c'est possible, si vous êtes le ministre libéral des Finances.